

# Réflexions sur une éventuelle bataille d'Europe

Autor(en): **Revol, J.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **101 (1956)**

Heft 3

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-342719>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

---

# REVUE MILITAIRE SUISSE

Rédaction-Direction : Colonel-brigadier Roger Masson

Rédacteur-Adjoint : Lt-colonel Georges Rapp

Administration : Lt-colonel Ernest Buettiger

Editeurs et expédition : Imprimeries Réunies S. A., av. Gare 33, Lausanne  
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II. 5209)

Annonces : Publicitas S. A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

---

ABONNEMENT : Suisse : 1 an Fr. 12.— ; 6 mois Fr. 7.— ; 3 mois Fr. 4.—  
Etranger : 1 an Fr. 15.— ; 6 mois Fr. 8.— ; 3 mois Fr. 4.50  
Prix du numéro : Fr. 1.50

---

## Réflexions sur une éventuelle bataille d'Europe

Il y a plus d'un siècle, Tocqueville écrivait :

« Il existe aujourd'hui dans le monde deux grandes nations qui semblent tournées vers le même but, bien que leurs points de départ soient différents. Je veux dire la Russie et l'Amérique... Leurs points de départ sont différents, leur évolution n'est pas la même, mais l'une et l'autre semblent marquées par la volonté divine pour diriger les destinées d'une moitié du globe. »

Cette mission divine, c'est précisément la raison pour laquelle les deux Etats « super-grands » sont en passe d'en venir aux mains : savoir lequel l'emportera dans une rivalité dont l'enjeu n'est autre que la suprématie mondiale. Disons plus simplement : cette rivalité est dans la nature des choses. Qu'il s'agisse des « destinées d'une moitié du globe » ou d'un modeste héritage privé, tout partage provoque opposition d'intérêts, discussion et querelle. Rappelez-vous le *Delenda Carthago* du vieux Caton, au temps que Rome et Carthage se disputaient l'empire de la Méditerranée ; Charles-Quint et François I<sup>er</sup> rivalisant à qui dominerait le corps germanique ; Napoléon et Alexandre I<sup>er</sup>, Hitler et Staline entraînant peuples et armées dans leur aspiration à maîtriser l'Europe...

Derrière le décor apparent des sympathies, des alliances, des accords momentanés qui ont marqué les relations russo-américaines durant les cent cinquante années de leur histoire commune, se dissimulait le complexe des incompréhensions fondamentales, chacune des deux nations se posant en champion de systèmes sociaux et politiques inconciliables : tyrannie policière tsariste ou soviétique d'une part, libertés démocratiques de l'autre. Les deux pays se trouvant aux antipodes, les contacts étaient raréfiés ; entre eux, la paix avait pu être maintenue. Il n'en va plus de même aujourd'hui. Dans leur crainte de voir Staline se désolidariser de la lutte menée contre l'Allemagne une fois le territoire russe libéré des armées de Hitler, les puissances anglo-saxonnes facilitèrent de leur mieux la pénétration vers l'ouest des armées soviétiques. En sorte que la guerre s'acheva sur une situation d'armistice : l'Allemagne coupée en deux ; une ligne de séparation entre les armées de l'Est et de l'Ouest rapidement transformée en un « rideau de fer » hermétique entre deux conceptions concurrentes, chacune s'appuyant sur une puissance matérielle hors de proportion avec tout ce que le progrès humain avait jusqu'ici permis de réaliser en matière de groupement national. Leur rivalité mondiale actuelle fait ainsi prendre à un antagonisme idéologique latent son maximum de virulence en chacun des points du globe où s'opposent les intérêts réciproques.

Dans les pages qui suivent, on se bornera à l'examen des conditions stratégiques du conflit possible en ce qui concerne le centre de l'Europe.

\* \* \*

Sur ce théâtre européen, une estimation réelle des forces dont chacun des belligérants pourrait disposer est un problème aléatoire, pour ne pas dire insoluble à résoudre, soit par suite des changements continuels qui affectent la quantité de ces forces, soit par suite de leur qualité, voire de leur nature. A notre époque, c'est tout le potentiel de puissance d'une nation qu'il importe d'évaluer si l'on veut se faire une opinion

sur ses possibilités guerrières. Que valent, dans ces conditions, les états récapitulatifs jour après jour établis naguère avec tant de soins par les deuxièmes bureaux des états-majors et dont les variations incessantes, les différences spontanées devraient rendre, et rendent effectivement sceptique sur leur signification véritable ? C'est une grave inconnue de plus, ajoutée à tant d'autres ; elle apporte son trouble dans l'esprit du commandement à l'heure capitale où celui-ci, sur le point d'agir, va prendre sa décision. L'extension en quelque sorte indéfinie des éléments constitutifs de ce potentiel de puissance, ne fait-il pas prendre désormais aux deuxièmes bureaux des grands états-majors modernes, par l'étendue même de leurs attributions, une importance qui délibérément l'emporte — si l'on admet qu'il n'en a pas toujours été ainsi — sur les troisièmes bureaux chargés des opérations ?

A ce propos, il est intéressant de noter les transformations subies par le facteur prépondérant entrant dans la composition des forces guerrières d'un État. Le nombre des combattants, les effectifs mis en ligne ont, depuis qu'il y a des hommes et qui se battent entre eux, représenté ce facteur dont le poids, toutes choses égales d'ailleurs, s'imposait dans l'issue de la bataille. Encore qu'il disait déjà : « C'est avec du canon qu'on fait la guerre », Napoléon disposait de 622 400 hommes en 1806 ; 700 000 en 1807 ; 917 450 en 1809 ; 1 099 400 en 1812. Le système de la nation armée, que la Prusse érige, se transmet à la fin du siècle dernier à l'ensemble des nations et la première guerre mondiale s'ouvre en 1914 dans le plein épanouissement du système. Elle s'achève sur l'instauration d'une nouvelle formule, celle de la guerre totale. Le facteur puissance industrielle prend dès lors et en retard sur la révolution économique du XIX<sup>e</sup> siècle, une influence si considérable que certains imaginent qu'à la guerre, le matériel se substituera au nombre des combattants, tout comme dans une usine la machine remplace l'ouvrier. Avec la seconde guerre mondiale commence une troisième phase dans l'évolution du facteur dominant : celui de la recherche scientifique. La fonction technique entre ainsi

dans l'art militaire par suite de la rapidité avec laquelle les armements évoluent.

En réalité, la surabondance des facteurs matériels sur les facteurs humains que l'on constate aujourd'hui ne doit pas laisser croire à une réduction sensationnelle de ceux-ci au bénéfice de ceux-là. Dans la guerre de l'avenir, il faudra toujours autant d'hommes que dans le passé ; mais leur répartition sera différente. Répartition à la fois dans l'espace et dans le temps. Dans l'espace : moins de combattants dans les corps de bataille truffés au maximum de matériels modernes perfectionnés ; plus d'ouvriers dans les usines, de laboureurs dans les champs, de mobilisés dans les dépôts en vue d'une reprise en main de l'instruction ou pour la sécurité intérieure. Dans le temps, parce que, au choc initial des corps de bataille, succéderont les dispositifs de manœuvre en retraite si l'on recule, d'occupation des territoires conquis si l'on pénètre chez l'adversaire. En sorte que l'on assistera à une accumulation de tous les moyens propres à accroître l'effort combatif de chacun. C'est bien d'une guerre totale qu'il s'agira et le temps de paix l'ayant précédée ne sera qu'une préparation à peine déguisée des futures hostilités : quand tout progrès de la science va d'abord à la guerre avant de s'appliquer aux activités pacifiques.

Ceci posé, les situations respectives des belligérants diffèrent en ce qui concerne l'afflux de leurs forces sur le théâtre européen des opérations. L'armée russe, non démobilisée à la fin de la guerre précédente, se trouve sur place ; les Etats satellites sur lesquels la dictature soviétique exerce son emprise, constituent, avec leurs armées, autant d'antennes protectrices, avant-gardes ou avant-postes stratégiques d'une incontestable valeur. Si avec ses 200 millions d'habitants le problème des effectifs ne soulève, pour l'U.R.S.S. aucune difficulté, le retard apporté par le régime tsariste et la consolidation intérieure du nouveau régime dans l'expansion économique du pays ou dans le domaine des inventions, tend à se combler rapidement ; les efforts consentis en faveur de l'industrie lourde, les résultats

spectaculaires obtenus par les savants soviétiques ne manqueront pas d'effacer dans un proche avenir, si ce n'est déjà fait, toute inégalité ayant pu jusqu'ici exister avec l'adversaire éventuel.

Celui-ci ne présente ni la masse, ni l'homogénéité, ni l'unité de direction qui rendent le bloc russe si impressionnant. Il souffre *a priori* de toutes les faiblesses inhérentes à une coalition entre Etats jaloux de leur souveraineté, bien que cette coalition, établie sous le signe de l'O.T.A.N., ait eu la précaution de constituer dès le temps de paix un dispositif stratégique d'ensemble, états-majors, troupes et logistique, le tout placé sous commandement américain, le S.H.A.P.E. de Rocquencourt. Mais ce qui paraît irrémédiable, sauf à plus ou moins longue échéance, c'est la pénurie des effectifs mis par chacun des alliés à la disposition de ce commandement : l'Allemagne, entrée sans armée dans l'alliance, en reconstituera une lentement, non sans éveiller les suspicions de ses ex-adversaires européens ; la France dont les forces armées se voient écartelées entre la multiplicité des tâches qui leur incombent ; la Grande-Bretagne, toujours réticente à participer délibérément sur le continent ; l'Italie, excentrique ; les Etats nordiques aux tendances neutralistes ; l'Espagne devant qui les portes de l'O.T.A.N. sont entrouvertes ; les Etats-Unis, enfin, catalyseurs de la coalition et les mieux en mesure de rivaliser sous tous les rapports avec l'U.R.S.S., mais avec le redoutable handicap d'être séparés par l'Atlantique des régions opérationnelles où se scellera le destin des armées européennes, mais où l'armée américaine peut presque inconsciemment caresser l'arrière-pensée de ne pas s'y sentir engagée à fond...

\* \* \*

Quoi qu'il en soit de ces forces, de leur nature ou de leur importance, les missions qui leur seraient attribuées, si elles répondent toujours à des circonstances du moment, s'adaptent, se plient à des impératifs fixés par la tradition.

Auquel des deux « super-grands » appartiendrait-il de prendre l'initiative ? Et par initiative nous entendons non pas celle qu'exerce une diplomatie plus active, plus audacieuse en ses entreprises dans les multiples domaines de la propagande, de la psychologie, de la politique sociale ou économique, mais guerrière, celle qui se traduit par des gestes directement agressifs.

Certes, tous les participants à l'O.T.A.N., comme aussi d'ailleurs ceux au pacte de Varsovie, proclament à l'envi le caractère défensif des conventions auxquelles ils adhèrent, des dispositifs militaires qui en découlent. Mais est-il possible d'établir une discrimination rigoureuse entre une arme offensive et une arme défensive ? Tout ne dépend-il pas de l'intention de celui qui s'en sert ? Or, dans le concert des puissances occidentales, si tous les Européens conscients de leur infériorité vis-à-vis de l'Est ne songent qu'à leur sécurité, la discussion a parfois été vive en Amérique entre deux attitudes : celle dite du *containment* défensif et celle du *refoulement* impliquant en quelque sorte une guerre préventive.

Dans ce dernier cas, signalé par simple acquit de conscience, il ne saurait être question pour les forces de l'Occident de refouler les masses soviétiques au-delà de l'isthme Baltique-mer Noire (ligne Kaliningrad-Odessa), ce qui marquerait la libération des démocraties populaires. Encore cette libération ne saurait-elle être entreprise qu'après un laborieux travail de propagande à l'intérieur de ces démocraties, analogue à celui que les partis communistes accomplissent dans les Etats de l'O.T.A.N. : et il n'échappe à personne que ce travail, s'il existe, ne produira pas ses effets de sitôt. Prétendre faire davantage et pénétrer dans l'immense étendue de l'Eurasie russe, quel grand chef de demain se risquerait à tenter l'aventure avec le souvenir des échecs retentissants de Charles XII, de Napoléon et d'Hitler !

Entre-t-il davantage dans les intentions de l'U.R.S.S. de prendre l'initiative des opérations militaires contre les forces de l'Occident ? Celui-ci la redoute, car tout compte fait, les

armées russes, on vient de le dire, se trouvent à pied d'œuvre. Elles sont en mesure de se tailler d'importants succès initiaux. Mais le début d'une guerre importe moins que sa conclusion. En l'état actuel des possibilités mondiales, la Russie peut être considérée comme l'avant-garde de ce prodigieux « péril jaune » qu'une Chine industrialisée pourrait renouveler, à l'image des Attila, des Gengis-Khan, et des Tamerlan, dans un siècle, et peut-être moins, car nous vivons sous le signe de la vitesse. N'est-il pas alors de son intérêt d'attendre l'approche de ce « péril jaune » pour se lancer à la conquête de l'Occident ? d'incorporer celle-ci dans l'épanouissement d'une stratégie mondiale d'unification ? Tout compte fait, il semble bien que l'U.R.S.S., à l'imitation de ce qu'on vient de dire pour les Etats-Unis d'Amérique, songe pour le moment davantage à la réalisation d'objectifs limités, ceux que nous appelions tout à l'heure des impératifs fixés par la tradition. Aussi bien, les Soviets sont-ils les héritiers directs des aspirations du tsarisme. Un régime, s'il veut se montrer digne de durer, se doit de se mettre au service de la patrie.

Or des trois objectifs poursuivis de siècle en siècle par les gouvernements russes : péninsule scandinave, Europe centrale, Balkans, ce dernier seul, représenté par la conquête de Constantinople et l'accès à la Méditerranée, semble être en cours de préparation. La Grèce et la Turquie incorporées dans l'O.T.A.N., cette contre-manœuvre de l'Occident ne risque-t-elle pas, dès à présent, d'être insuffisante ? Quant aux deux autres objectifs, ils paraissent satisfaits au point de pouvoir être mis en sommeil. Les aspirations du slavisme en Scandinavie visaient autant qu'à faire de la Baltique un lac russe, à obtenir une ouverture sur la mer libre : le port de Mourmansk la lui procure et la flotte de plus de 300 sous-marins que l'on attribue à la marine soviétique y trouve une base d'opérations vers l'Atlantique.

Enfin, la poussée en Europe centrale n'a-t-elle pas atteint, avec l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie, le maximum de ce à quoi le panslavisme a jamais prétendu ? Pierre le Grand



créant Pétersbourg s'était borné à ouvrir une « fenêtr sur l'Europe » ; Catherine II, la grande Catherine, avait limité ses ambitions aux partages de la Pologne ; Alexandre I<sup>er</sup> lançant son ultimatum au printemps 1812 à Napoléon, exigeait *l'abandon de tous les points stratégiques occupés au-delà de l'Elbe*. Ces points stratégiques sont aujourd'hui aux mains des Soviets. Juste sujet d'orgueil, ne pourraient-ils rien désirer de plus ?...

Ainsi, tant d'un côté que de l'autre, rien n'incline les belligérants en puissance à rompre sur le front de l'Europe centrale, l'état actuel de tension politique, ce que l'on appelle à présent guerre froide.

\* \* \*

Supposons néanmoins qu'une fois de plus le geste ancestral des grandes migrations humaines se reproduise et qu'un flot de combattants partis de l'Est déferle sur notre Europe occidentale.

Les hostilités s'ouvriront par une grande bataille générale ; ce qui, pensera-t-on, va de soi, puisque la destruction des forces armées adverses est la condition fondamentale de toute victoire. Il n'y a pas de victoire sans bataille. Et pourtant, il arrive encore que cette nécessité échappe à certains grands chefs militaires : n'a-t-on pas vu, en 1939, après l'initiative gouvernementale de la déclaration de guerre à l'Allemagne hitlérienne, le haut commandement français s'obstiner dans une attitude de passivité stratégique laissant à l'adversaire le temps qu'il lui fallait pour mettre au point sa manœuvre d'anéantissement !

Courir à la bataille initiale c'est l'article premier de la doctrine napoléonienne. Ouvrons une parenthèse.

Quand Napoléon inaugurait la doctrine qui allait lui procurer la domination de l'Europe, il héritait des progrès accomplis au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle dans l'armement des troupes, ce qui, introduisant dans les armées le principe divisionnaire, leur donnait la faculté de manœuvrer, de hâter les préliminaires de la bataille, de précipiter l'engagement. C'est vers

1720 que le fusil perfectionné au point de tirer plusieurs coups à la minute permettait d'arrêter par le feu le dernier élan d'une charge à l'arme blanche ; vers 1740 que les canons de petit calibre, recherchés au XVI<sup>e</sup> siècle, employés par les Suédois puis par les Russes au XVII<sup>e</sup> siècle, réapparaissent en Occident. Incapables de renverser une muraille ou un retranchement, mais répandus dans les bataillons et tirant à mitraille, ils étendent la zone meurtrière autour de l'infanterie. Dès lors, il devient possible d'adopter un ordre de bataille irrégulier ; on renonce aux lenteurs du déploiement méthodique ; avec ce qu'on a sous la main, on attaque un ennemi prêt à se dérober latéralement : la bataille par consentement mutuel disparaît de l'arsenal des stratèges. L'apprentissage des évolutions qui en découlent s'est acquis dans les camps d'exercices tactiques qui, tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, pullulèrent en France et dont celui de Vaussieux, dirigé par le maréchal de Broglie, est resté dans toutes les mémoires.

Un rapprochement se fait entre ces camps d'instruction d'autrefois et les manœuvres expérimentales d'aujourd'hui ; le lieutenant-colonel Perret-Gentil nous en entretenait récemment ici-même <sup>1</sup>.

J'y vois un parallélisme qui n'a rien de fortuit. En ce premier demi-siècle, les transformations de l'armement ont été prodigieuses. Les armées gonflées par l'application du principe de la nation en armes, avant que l'armement eût sensiblement progressé, s'étaient enlisées dans une forme de guerre exclusive de toute conception réellement artistique : déploiements fili-formes, fronts continus, rupture impossible, guerre de tranchées, usure très ralentie, etc. ; bref quelque chose d'analogue à la lenteur impuissante des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Avec le char, l'avion, demain la bombe atomique, les fusées radio-guidées, la guerre retrouve le caractère de vitesse et d'intensité seul susceptible de la rendre efficace. La bataille, l'immense mêlée des corps de bataille se livrera désormais non plus sur

---

<sup>1</sup> Voir *Revue militaire suisse*. N° de décembre 1955.

une ligne rigide de fronts organisés, mais sur une vaste zone aussi profonde que large, dans laquelle tous les moyens disponibles entrèrent en action jusqu'à ce qu'il en résulte, pour celui-ci l'aveu de son impuissance par l'abandon de la lutte et son recul ; pour celui-là la marche en avant, l'occupation des pays vaincus, signe éternel de la victoire acquise. « On s'engage partout et l'on voit », dira comme Napoléon, le futur animateur de cette tragique et colossale épreuve.

On admet communément que la prochaine conflagration s'ouvrirait par une grande bataille aérienne, au cours de laquelle un échange de bombes atomiques se déverserait sur les territoires des belligérants. Certes, du fait que la puissance combattive de chacun se trouve désormais dans le potentiel industriel et non plus seulement dans le corps de bataille, la tentation est forte de briser dans l'œuf la production des usines de l'intérieur. Le jour où les fusées radioguidées dont on ambitionne l'établissement de relations interplanétaires seront simplement employées à un échange de projectiles intercontinentaux, rien ne s'opposera à ce que les Russes bombardent à partir de chez eux les usines d'Amérique et à ce que les Américains fassent de même pour les usines d'U.R.S.S. Nous n'en sommes point encore là. Et quand nous y serons, n'y aura-t-il pas lieu de s'attendre à une possibilité de troubler la trajectoire de ces projectiles afin de les empêcher d'atteindre leur but ?

C'est d'ailleurs déjà la situation dans laquelle se trouveraient les avions gros porteurs de bombes atomiques aux prises avec la chasse et les réseaux de radars de la partie adverse. En sorte que cet apocalyptique déluge aérien précédant le choc des corps de bataille terrestres pourrait bien ne pas correspondre à la réalité. Déjà, lors du deuxième conflit mondial, que n'avait-on pas prédit ! que les villes de l'intérieur seraient soumises à d'intenses bombardements aériens, à des attaques de parachutistes, à des nappes de gaz asphyxiants, à des diffusions de microbes pathogènes, que sais-je encore ? Il n'y eut rien de tout cela et quand la bataille se déclencha, elle le fit avec l'ensemble de ses moyens étroitement coordonnés entre eux.

Au reste, de quoi s'agit-il ? Chaque belligérant, au moment où le conflit armé éclate, nourrit l'ambition, à défaut de pouvoir détruire d'un coup l'adversaire, de l'obliger à reculer, d'occuper les territoires qu'il aura dû abandonner. Occuper les territoires : c'est pour les exploiter à son tour, en tirer le maximum au profit de la poursuite ultérieure de la guerre. Or, qu'en sera-t-il de cette exploitation si l'on a préalablement tout détruit par des bombardements nucléaires ? Ainsi comprendrait-on que le commandement américain évite d'accabler les républiques inféodées à l'U.R.S.S. qu'il se propose de libérer ; et de même que le commandement russe, s'il n'hésitait pas à semer la destruction en Grande-Bretagne ou en Espagne où il ne se propose pas d'aller, se montrerait au contraire très ménager des installations industrielles et des villes dont les ressources seraient utiles à l'accroissement ou à l'entretien de son potentiel combatif.

En fait, et pour en rester sur le plan doctrinal, la conception des bombardements aériens initiaux s'apparente avec celle des duels d'armes très en faveur, on s'en souvient, après la guerre de 1870. Créée dans les milieux militaires allemands et longtemps accréditée en France, elle persista dans la pratique des exécutants français ; on le vit bien lors des premiers engagements en août 1914. Les enseignements de notre Ecole supérieure de guerre l'avaient cependant condamnée dès les années 1900 : un Bourdériat, un Fayolle préconisaient alors le retour à la saine notion tirée des guerres napoléoniennes d'une liaison intime dans l'action des armes sur le champ de bataille. Mais parvenaient-ils à convaincre leurs auditoires ? Les cavaliers, fiers du rôle épique et bien en rapport avec le génie de l'arme que le titre d'« indépendantes » assignait à leurs divisions, n'avaient que nasardes et quolibets pour Bourdériat ; les artilleurs, irrités contre Fayolle faisant de leur arme l'auxiliaire constante du fantassin, l'appelaient « le vieillard sectaire ». Et c'est ainsi qu'on vit en 1914 le corps de cavalerie Sordet épuiser hommes et chevaux à la vaine recherche de charges héroïques contre une cavalerie allemande habilement maintenue à l'abri

des autres armes, tandis que les artilleurs, après avoir vidé leurs coffres dans un duel souvent fort honorable avec les batteries adverses, laissaient ensuite l'infanterie, sans appui, se heurter impuissante à des mitrailleuses intactes.

Il convient, pensons-nous, de garder de tels errements présents à l'esprit quand on envisage l'opportunité de déclencher, comme prélude à la bataille imminente, de vastes et lointains bombardements aériens ; l'usure inévitable qui en résulterait en personnels, en matériels et en projectiles ne risquerait-elle pas de se faire sentir au cours des phases ultérieures de l'engagement ?

Cette bataille, qu'il faut aller chercher si elle ne vient pas d'elle-même, comment s'engagerait-elle et où la situer ?

« Faire la guerre, c'est attaquer », disait Frédéric II. C'est toujours vrai. C'est peut-être plus vrai que jamais. Le mouvement est la loi de la stratégie. L'homme de la rue en a conscience : il trouve « drôle », c'est-à-dire étrange, bizarre, anormale, une guerre qu'après l'avoir déclarée on attende pendant de longs mois l'attaque de l'ennemi. Ecoutez Foch concluant sur les opérations autour de Metz en 1870 :

« Que le 7, le 8, le 9, le 10, le 11, le 12, le 13, le 14, le 15 ou le 16 août le commandant en chef des troupes françaises de Lorraine eût rassemblé ses forces et marché à l'ennemi, il chavirait, évidemment, pour commencer, tout l'échafaudage de la stratégie allemande. Il ne lui était pas besoin d'une inspiration géniale pour aboutir à une pareille décision ; mais seulement d'un tempérament de soldat, car enfin, faire la guerre fut toujours attaquer, et le moment d'attaquer est venu quand on dispose de toutes ses forces ; c'était son cas. S'il n'attaqua point, ce ne fut point par défaut de moyens matériels, mais par faiblesse de direction gouvernementale au début, et par défaut d'esprit militaire, bientôt. On était devenu, du côté français, incapable des décisions qu'exige la grande guerre. De cette inertie impossible à prévoir sortent le salut et le constant succès de la stratégie allemande. <sup>1</sup> »

J'imagine que Foch ne changerait pas un iota s'il avait à se prononcer sur le commandement français en 1939. Et quand

---

<sup>1</sup> FOCH : *De la conduite de la guerre*, p. 480.

il fut à son tour dans le bain, il mit de façon magistrale son enseignement en pratique : on le vit bien en septembre 1914 aux marais de Saint-Gond ; en 1918, tout au long de sa bataille de France, ceci au prix de combien de résistances internes !

Le même « tempérament de soldat » inspirait Joffre. Le retournement de la Marne était tout entier contenu dans sa directive du 7 février 1914 : « Se porter toutes forces réunies à l'attaque des armées allemandes. » Se figure-t-on que ce retournement eût été « instinctif » autant qu'il le fut si les armées françaises, au lieu d'avoir précédemment obéi à l'ordre d'« attaquer l'ennemi partout où on le rencontrerait », l'eussent attendu sur des positions défensives prises à proximité de leurs zones de concentration ? Ce sera pour Joffre son meilleur titre de gloire dans l'histoire d'avoir résolument rompu avec le complexe d'infériorité hérité de la défaite.

Parce qu'elles s'inspireront sans doute des mêmes principes féconds, les deux coalitions s'aborderont dans les parages du « rideau de fer ». Il n'était pas rare, au moment où la « guerre froide » battait son plein, d'entendre les milieux intéressés discuter sur la question de savoir où vaudrait-il mieux accepter la bataille, sur l'Elbe ou sur le Rhin. Ainsi y avait-il les partisans d'une bataille de l'Elbe et alors d'évoquer le précédent de la campagne de 1813 qui, autour de Leipzig s'acheva sous le nom significatif de « bataille des nations ». Les partisans d'une bataille distincte à livrer sur le Rhin attestaient que l'Elbe était déjà presque en entier aux mains de l'adversaire par suite de la répartition des zones d'occupation entre les alliés de naguère ; que, l'Allemagne de l'Ouest non encore réarmée, la disparité entre les forces en présence était trop à l'avantage de l'Est pour que l'Ouest pût s'offrir le luxe de pousser en avant.

Cette conception de deux batailles distinctes, si elle était applicable à l'époque des petites armées d'autrefois ou même à celle plus récente des batailles à fronts continus, l'est-elle encore aujourd'hui avec les perspectives d'action en profondeur offertes par les armements modernes ? Alors, ont-ils raison ceux qui

persistent dans le recours aux normes antérieures, de lier les deux engagements sur l'Elbe et sur le Rhin, comme s'il s'agissait d'une seule et même bataille à deux épisodes, dont la ligne avancée serait l'Elbe et le Rhin la ligne principale de résistance, ou inversement l'Elbe la ligne principale et le Rhin la seconde ligne ? Ou cette conception représente-t-elle encore, sous une forme à peine atténuée, la notion de lignes et de fronts dont on s'obstine à ne pas vouloir se défaire ?

En réalité, il ne saurait plus être question d'un front de bataille ; on doit désormais parler d'une zone, d'un « champ » de bataille si l'on entend que ce champ comportera le quadrilatère compris en gros entre mer du Nord et frontière suisse dans le sens nord-sud, entre l'Oder et le Rhin dans le sens est-ouest. Dans ce quadrilatère, les corps de bataille nationaux se formeront en une sorte de « bataillon carré » : le britannique en Slesvig-Holstein et Basse-Saxe, basé sur les ports de la mer du Nord ; l'américain en Hesse et Westphalie, allongeant ses communications vers le Rhin entre Mayence et Cologne ; celui de la République fédérale de Bonn en Bavière, face aux Tchécoslovaques ; le français dans sa zone d'occupation de naguère ; celui du Benelux à la garde du Rhin, garde à laquelle viendraient également concourir, si les opérations en Europe méditerranéenne le permettaient, des contingents italiens débarqués en Alsace selon des courants de transport tracés en territoire français. (On se rappelle qu'aux plus beaux jours de la Triplice, deux corps d'armée italiens devaient être transportés en Alsace par le Brenner).

Face à ce dispositif des Occidentaux, celui de l'Est comporterait les corps de bataille de la République démocratique allemande, de la Baltique à Leipzig, le polonais entre Vistule et Oder, le tchécoslovaque en sa position menaçante du quadrilatère de Bohême, celui de Hongrie prêt à remonter en Slovaquie, et en arrière la masse des divisions soviétiques assumant une fois de plus le rôle imaginaire de « rouleau compresseur » cher aux stratèges improvisés de 1914. Il est vraisemblable d'admettre que les armées des Républiques démocratiques de

Roumanie et de Bulgarie seraient affectées au théâtre d'opérations des Balkans plutôt qu'à la bataille d'Europe occidentale.

Sur toute l'étendue de la plaine du Nord de l'Europe, les hostilités s'ouvriront alors en une colossale mêlée d'avions en tous genres, de chars lourds et légers, d'artilleurs et de fantassins, de troupes de terre, de troupes aéroportées et de parachutistes, de projectiles atomiques, explosifs, téléguidés, radioguidés ou d'armes individuelles, de corps à corps ou de combats à distance, d'avances et de reculs, d'accalmies et de reprises acharnées, de convois motorisés et de colonnes en marche, de camps et de cantonnements, parmi des ponts détruits et des cités en flammes, des cortèges de populations en fuite, des blessés et des morts ; bref, le tragique appareil d'un théâtre de guerre en action. Il appartiendra aux deux généraux en chef responsables chacun pour son compte de la conduite de la bataille d'en suivre attentivement les diverses péripéties, en déterminer les points forts, les points faibles, de déduire l'emploi des éléments maintenus à leur disposition, fixer le point décisif sur lequel « l'événement » sera provoqué. Se trouvera-t-il des hommes capables d'accomplir une tâche qui semble *a priori* surhumaine ? Mystère de l'avenir ! On songe à la guerre de Trente ans qui se déroula sur ce même théâtre ; une guerre désormais condensée en une bataille de trente mois, voire trente semaines, si ce n'est trente jours. Finalement, il y aura un vainqueur, un vaincu. Celui qui s'avouera vaincu se consolera plus tard par l'idée de la bravoure des troupes et le vainqueur se gardera de le démentir.

\* \* \*

Supposons, non point par adhésion pessimiste au « déclin de l'Occident », mais simplement pour la suite de cette étude, que la coalition de l'Ouest perdante dans la bataille d'Europe, soit obligée de battre en retraite. L'un des signes les moins douteux de la victoire acquise par les armées de l'Est sera



qu'elles détiendront, à ce moment, la maîtrise de l'air. Elles en profiteront sur-le-champ pour découpler leur aviation, la lancer à la poursuite des colonnes adverses en recul. Agissant en liaison étroite avec elle, les « divisions mécaniques rapides », les brigades « Javelot » ou autres organismes en tenant lieu, tous éléments de reconnaissance, de couverture et d'exploitation, substitués aux anciennes divisions de cavalerie en tiendront le rôle et le Murat que l'on suppose placé à leur tête foncera droit devant lui sans se soucier d'aucune servitude autre que celle d'accabler l'adversaire. Ce sera quelque chose comme l'hallali des blindés allemands de mai 1940 sans l'appréhension que ceux-ci pouvaient alors avoir d'une riposte possible des blindés français demeurés intacts en l'absence de tout engagement antérieur.

Mais indépendamment de sa collaboration immédiate à la poursuite des troupes en retraite, l'aviation victorieuse utilisant à plein les aptitudes de l'arme, engagera pour son propre compte les missions de bombardement éloigné, si elle s'en était jusqu'à présent abstenue, afin de participer avec tous ses moyens au développement de la bataille. Toutes les bases aériennes de l'O.T.A.N. installées en Afrique du Nord et au Proche-Orient, dans la péninsule scandinave, en Espagne, en France ou en Grande-Bretagne deviendraient tributaires de ces bombardements ; il en serait de même pour les installations industrielles des pays que le vainqueur n'aurait pas l'intention de soumettre à son occupation.

Que représente aujourd'hui la conquête de la capitale, objectif stratégique essentiel après la mise hors de combat de l'armée ennemie ? La marche sur la capitale s'expliquait quand il s'agissait d'abord de s'assurer que l'on rencontrerait l'armée adverse, ensuite quand une fois la puissance militaire désorganisée, on s'en prenait au pouvoir politique de l'Etat. Encore y avait-il des cas, tel celui de Moscou en 1812, où l'occupation de la capitale ne suffisait pas à provoquer une reddition. Ces cas seront beaucoup plus fréquents à l'avenir et dans la situation envisagée ici, quand deux coalitions se trouvent en pré-

sence ; c'est à peine si la perte de la capitale de l'un des alliés devrait incliner celui-ci à se détacher de sa coalition. Dans l'hypothèse d'un conflit Est-Ouest, il serait chimérique pour les Russes de vouloir pousser jusqu'à Washington. Une occupation de Moscou par les Occidentaux ne serait pas davantage efficace, les Russes ayant la possibilité de reculer indéfiniment avant de s'avouer vaincus.

Ce qui remplace aujourd'hui la prise de la capitale, c'est l'occupation des zones industrielles du pays vaincu, celles qui contribuent au ravitaillement des armées, à la vie même de la nation. Moltke y visait déjà en 1870 quand il assignait à ses armées l'occupation des territoires situés au nord de la Loire considérés comme la partie utile de la France. Pour les Russes vainqueurs dans la future bataille d'Europe, ce sont la Ruhr, le complexe métallurgique franco-belgo-luxembourgeois, le Nord de la France, les ports de la Manche et de l'Atlantique, sans parler des détroits du Jutland qui ouvriraient à la flotte russe de la Baltique la porte sur la mer libre. Ces divers objectifs indiquent les directions sur lesquelles se porteraient de préférence les troupes soviétiques. Leur orientation immédiate serait toutefois davantage en rapport avec les itinéraires selon lesquels les armées battues exécuteraient leur retraite.

Les zones refuges, dûment préparées, l'Angleterre et l'Espagne, leur offriraient, avec la sécurité indispensable, le répit nécessaire à une reconstitution en vue d'un nouvel effort. On peut compter sur le gouvernement de Sa Majesté pour mettre les Iles britanniques à l'abri d'un débarquement et pour en faire, avec l'aide de l'Amérique, une base de départ vers la libération du continent. C'est naturellement vers elles que se replieraient les éléments britanniques ayant pris part à la bataille, ainsi que ceux, hollandais, belges, danois et germaniques engagés en liaison avec eux. Quant aux unités américaines, il ne semble pas que le SHAPE ait prévu autre chose que leur repli immédiat sur l'Espagne. La presse américaine a révélé le projet de bases navales et aériennes à installer dans

la péninsule avant la fin de 1957. Ce projet comporte, avec l'établissement d'une base navale à Cadix, les bases aériennes de Rota, Moron et San Pablo en Andalousie, celle de Torrejon près Madrid, celle de Saragosse, l'ensemble étant desservi par un pipe-line Cadix-Saragosse, via Séville et Madrid. Cette organisation intérieure serait couverte par une garde vigilante des forces espagnoles réparties entre les deux portes étroites, Navarre et Catalogne, à chacune des extrémités du mur pyrénéen franco-espagnol.

Qu'advierait-il, dans ces conditions, du corps de bataille français ? C'est alors que se posera dans toute son ampleur le problème de la « défense en surface » de la France. Non pas de la défense aérienne qui, en tout état de cause, doit fonctionner dès l'ouverture des hostilités, ni du dispositif de police constamment prêt à agir contre les mauvais garçons incorporés dans les « cinquièmes colonnes », mais du système militaire auquel cette défense serait confiée. J'ai précédemment esquissé<sup>1</sup> une solution greffée sur la conception qu'avait eue Gambetta des armées de province. Je n'ignore rien des faiblesses inhérentes à un tel système : que ces armées, si elles étaient formées avec des troupes et un armement de qualités inférieures, résisteraient mal aux armées russes victorieuses ; que si au contraire elles avaient une valeur comparable à celle du corps de bataille engagé en Allemagne, c'était violer le principe de l'économie des forces de ne point leur avoir fait prendre part à la bataille elle-même ; que le territoire français offre un champ à peine suffisant au développement d'une bataille classique moderne ; qu'enfin le repli du gros des forces françaises devant être dirigé par les ports méditerranéens sur l'Afrique du Nord, c'est à cette évacuation, l'objet essentiel du moment, que semblait le mieux répondre l'organisation d'un réduit alpin.

Une autre solution a été avancée ici-même<sup>2</sup> : elle est fondée

---

<sup>1</sup> Voir *Revue militaire suisse*. N° d'octobre 1955.

<sup>2</sup> Voir *Revue militaire*. N° de décembre 1955, p. 547-548.

sur l'efficacité de la guérilla élevée à la hauteur d'un système stratégique. « C'est une erreur, y lit-on, de vouloir faire des partisans les auxiliaires des troupes réglées... Vouloir constituer une armée régulière à l'intérieur de la résistance n'est pas chimérique. » Le cas de la guérilla espagnole contre l'armée napoléonienne est cité à titre de confirmation : « Grâce à elle, 360 000 Français ont été tenus en échec par les 60 000 Anglo-Portugais de Torres-Vedras. »

Or, ce qui a été possible dans une Espagne pauvre et dépeuplée comme elle était en 1808, est-il applicable au pays prospère qu'est aujourd'hui la France ? Est-on bien certain que le corps de bataille ennemi l'ayant envahie se disloquerait comme dut faire le corps de bataille napoléonien ? Celui-ci ne disposait pas des troupes d'occupation que le service militaire personnel et obligatoire permet de constituer à la suite des armées de combat et dont les aptitudes guerrières seront suffisantes pour réduire toute tentative de soulèvement populaire. Et puis, je vous le demande, l'idée ne paraît-elle pas saugrenue de vouloir soulever contre un envahisseur soviétique, une population dans laquelle un électeur sur quatre vote communiste ? N'est-ce pas de façon délibérée pousser à l'explosion d'une guerre civile qui se déroulerait, comme toujours, sous l'œil bienveillant de l'étranger ?

\* \* \*

Revenons au bon sens et ce retour, qui pourrait servir de conclusion à la présente étude, suggère une troisième solution, la plus conforme à l'esprit guerrier d'un peuple soucieux de maintenir son autonomie et sa place dans le monde.

Entre la décision d'un gouvernement qui fait déclarer villes ouvertes toutes les localités comptant plus de  $n$  habitants, ce chiffre  $n$  ayant tendance à s'amenuiser, et la frénésie de militaires enclins à organiser une « guérilla stratégique » indépendante des troupes réglées, il semble que la solution la moins pénible, je dirais même la plus rentable, c'est de faire en sorte que le pays n'ait point d'occupation à subir. Il suffit pour cela

d'être vainqueur dans la première bataille, celle qui se déroulerait vraisemblablement en territoire allemand.

Les armées de province eussent été inutiles si les batailles d'août 1870 s'étaient soldées par des victoires françaises et pareillement, point de guérilla si le corps de bataille français ne s'était pas laissé acculer à Dunkerque en juin 1940. Il faut donc se ceindre les reins, ne point céder au mirage d'un pacifisme démoralisateur, d'un désarmement sans contrôle efficace, tout faire pour porter au plus haut degré possible la puissance combative des armées de campagne.

Général J. REVOL

### Maîtrise de l'air

Il n'y a qu'une chose qui soit plus difficile que de chasser une idée surannée : c'est d'en introduire une nouvelle.

LIDELL HART

Depuis qu'il est question de soumettre notre armée à une réorganisation plus ou moins profonde en vue de lui permettre d'être engagée dans une guerre future avec le plus de chances de succès possible, ce qui nécessiterait entre autres un renforcement de l'aviation, la question de la maîtrise de l'air est de plus en plus discutée. Les adversaires du projet de réforme — connu de la plupart d'entre eux que dans ses grandes lignes — dénie à notre aviation la possibilité d'intervenir avec une efficacité suffisante parce qu'elle ne pourra pas obtenir cette maîtrise de l'air sans laquelle toute aviation est — de leur avis — condamnée à l'immobilisme ou même à la destruction à courte échéance. Sans vouloir prétendre qu'il faut nécessairement être aviateur pour être à même d'émettre une opinion valable sur l'emploi de l'aviation —